

Le Bulletin de l'EDIEC

Équipe de droit international, européen et comparé - EA n° 4185

SOMMAIRE

PUBLICATIONS EDIEC - 4^E TRIMESTRE 2016 _____ 2

LE POINT SUR _____ 13

**ÉVALUATION DE NOTRE UNITÉ DE RECHERCHE PAR LE HCERES MISE EN LIGNE
EN NOVEMBRE (<http://www.hceres.fr/LISTE-ALPHABETIQUE-DES-ETABLISSEMENTS-ET-ORGANISMES-EVALUES/UNIVERSITE-JEAN-MOULIN-LYON-3>)**

TEMPS FORTS - 4^E TRIMESTRE 2016 _____ 19

NOUS SUIVRE SUR LE WEB _____ 20

Équipe de droit international, européen et comparé – EA n° 4185

Université Jean Moulin Lyon 3 - Faculté de Droit
15 quai Claude Bernard – BP 0638 – 69239 Lyon Cedex 02
Tél. : +33 4 78 78 72 51

Mail : ediec@univ-lyon3.fr

Web : <http://www.ediec.univ-lyon3.fr>

Directrice de publication : Pr. Frédérique Ferrand, Directrice de l'EDIEC

Responsable d'édition / réalisation :
Véronique Gervasoni, Responsable administrative de l'EDIEC ISSN : 2778-2425

OUVRAGES



CARPANO (E.), CHASTAGNARET (M.), MAZUYER (E.) / dir. – *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE.* – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.

La libéralisation du commerce mondial, vecteur de globalisation, a entraîné une mise en concurrence des systèmes juridiques en laissant aux destinataires des règles, et en particulier les opérateurs économiques, la possibilité d'optimiser leur rattachement à un système juridique et donc leur soumission à un corpus normatif donné. La globalisation a créé un marché global du droit sans gouvernement mondial pour en assurer la régulation.

Au sein de l'Union européenne, cette concurrence des systèmes juridiques n'aurait pas dû être. Certes, l'intégration européenne vise à la libéralisation des échanges en créant un espace sans frontières à l'intérieur duquel les personnes, les services, les biens et les capitaux doivent pouvoir circuler sans restriction et discrimination. Mais en même temps, l'Union européenne dispose de compétences d'harmonisation visant à rapprocher les législations nationales. Autrement dit, les inconvénients résultant de la libéralisation auraient pu être compensés par une harmonisation des droits nationaux. Tel ne fut pas le cas. Non seulement cette harmonisation n'est que partielle, et certains domaines névralgiques (fiscalité, droit du travail, protection sociale) y échappent très largement, mais en plus les institutions de l'Union, au premier titre desquelles la Cour de justice, ont vu dans la concurrence normative entre les États, un instrument libéral d'intégration à l'instar de ce qui s'est passé aux États-Unis entre les États fédérés à partir des années 1930. La libre circulation permet aux opérateurs économiques de mettre en concurrence les systèmes juridiques qui y répondent, en l'absence d'harmonisation, en réduisant leur niveau de prélèvement ou de réglementation pour demeurer ou redevenir « compétitifs », au risque de fragiliser l'unité de l'intégration et la coopération loyale entre les États. Se développe ainsi une course vers le bas (« race to the bottom ») et émergent des pratiques de dumping social ou fiscal. Dans un contexte de crise économique, entretenant une crise budgétaire dans de nombreux États européens, on assiste à de nouvelles demandes de régulation de ces pratiques.

Cet ouvrage a pour objet de mieux comprendre, dans le cadre de l'Union européenne, ce phénomène tant d'un point de vue théorique que pratique. Les contributions ici rassemblées se proposent d'identifier ce phénomène, d'en mesurer la portée et les possibilités de régulation dans les différents domaines du droit de l'Union (droit des sociétés, droit fiscal, droit social, libre circulation des personnes, environnement...). Il propose une étude de la mécanique de ces pratiques de concurrence normative en identifiant et déconstruisant les pratiques des opérateurs économiques. Une attention particulière est portée à la concurrence sociale et fiscale.

L'ouvrage rassemble les contributions de : Jean-Luc Albert, Jean-Sylvestre Bergé et Sophie Harnay, Ludovic Bernardeau, Éric Carpano, Manuel Chastagnaret, Mathieu Combet, Alexandre Defosse, Étienne Durand, Christine Ferrari-Breeur, Benoit Frydman, Michaël Karpenschif, Stéphane Lalanne, Sylvaine Laulom, Alexandre Maitrot de la Motte, Emmanuelle Mazuyer, José-Maria Miranda Boto, Marie-Ange Moreau, Lukasz Stankiewicz et Arnaud Wayenberge.



DOUMBÉ-BILLÉ (S.), ODDENINO (A.) / dir. – *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne.* – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.

FERRAND (F.) / dir. – *Liber Amicorum Blanche Sousi. L'Europe bancaire, financière et monétaire.* – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.

FERRAND (F.), PIREYRE (B.) / dir. – *Prospective de l'appel civil.* – Actes du colloque de Lyon du 10 décembre 2015. – Paris : Société de législation comparée, 2016. – 192 p.

GARON (G.). – *Le contentieux frontalier terrestre franco-surinamien ou Contesté du Maroni.* – Mémoire de M2 Droit international public / dir. K. Neri. – Lyon : EDIEC, 2016. – 126 p. ; Annexes, 127 p. – (Les Mémoires de l'EDIEC : n° 13.)

MORALES (A.). – *Abus de procédure, fraude et forum shopping dans l'arbitrage fondé sur un traité de protection des investissements.* – Mémoire de M2 Droit privé international et comparé / dir. Malik Laazouzi. – Lyon : EDIEC, 2016. – 107 p. – (Les Mémoires de l'EDIEC : n° 12.)

PRINA (F.). – *L'Arctique : un statut juridique approprié ?* – Mémoire de M2 Droit international public / dir. K. Neri. – Lyon : EDIEC, 2016. – 128 p. – (Les Mémoires de l'EDIEC : n° 14.)

ARTICLES / CONTRIBUTIONS

- AIVO** (G.). – Frontières et apatridie. – *Rev. africaine de la gouvernance et de la démocratie*, vol. 3, 2016, p. 107-124.
- ALATA** (A.). – « Les entités infra-étatiques dans le droit de la responsabilité internationale : aperçu général », p. 107-136 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.
- ANOU** (G.).
- Chronique d'actualité du droit OHADA (janv. 2014 – déc. 2015). – *RLDC*, supplément, n° 143, déc. 2016.
 - Conflits de lois et droit OHADA. – eFascicules Jurisclasseur (Paris, LexisNexis, 2016).
 - Conflits de conventions et droit OHADA. – eFascicules Jurisclasseur (Paris, LexisNexis, 2016).
 - Droit applicable à l'arbitrage OHADA eFascicules Jurisclasseur (Paris, LexisNexis, 2016).
- AVOUT** (L. d').
- Comm. de CJCE, 27 sept. 1988, *The Queen c/ H.M. Treasury and Commissioners of Inland Revenue*, ex parte *Daily Mail and General Trust plc (Daily Mail)*, aff. 81/87. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 34, conjoint avec n°s 60 et 90, sous n° 60, p. 299-315.
 - Comm. de CJCE, 9 mars 1999, *Centros Ltd c.....*, aff. C-212/97. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 60, p. 299-315.
 - Comm. de CJCE, Gde Ch., 16 déc. 2008, *Cartesio Oktató és Szolgáltató bt*, aff. C-210/06. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 90, conjoint avec n°s 34 et 60, sous n° 60, p. 299-315.
- BELBAL** (N.). – « La coopération transfrontalière franco-italienne en matière de transport », p. 229-245 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.
- BERGÉ** (J.-S.).
- « Le non-rapprochement des droits dans le contexte de l'UE comme hypothèse de concurrence normative : apports de l'économie et du droit » (en coll. Avec S. Harnay), p. 37-56 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE /* dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
 - La sphère des données et le droit : nouvel espace, nouveaux rapports aux territoires (en coll. avec S. Grumbach). – *JDI* 2016/4, Variétés 6, p. 1153-1173 ; available as SSRN : The Datasphere and the Law: New Space, New Territories (November 25, 2016): <https://ssrn.com/abstract=2868904>
 - Du manuel au traité : une double expérience d'écriture autour du droit européen. – *ADUE* 2015, éd. Panthéon-Assas 2016, p. 3-11.
 - « Enrichir les rapports entre ordres juridiques par les rapports de mise en œuvre », p. 593-604 in : *Les rapports entre ordres juridiques /* dir. B. Bonnet.– Paris : LGDJ, 2016.
 - « Évocation du système bancaire européen à travers les trois générations de droit européen », p. 49-55 in : *Liber Amicorum Blanche Sousi. L'Europe bancaire, financière et monétaire /* dir. F. **Ferrand**. – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.
 - Comm. de CJCE, 4 nov. 1997, *Dior 1*, aff. C-337/95. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 54, p. 254-260.
 - Comm. de CJCE, 23 avr. 2009, *Dior 2*, aff. C-59/08. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 92, conjoint avec n° 54, sous n° 54, p. 254-260.

- La langue des documents contractuels et le droit de l'UE. – *Rev. des contrats* (éd. LGDJ), n° 2016/4.
- Orientations interprétatives de la Commission sur la législation UE relative aux droits des passagers aériens. – *Rev. des contrats* (éd. LGDJ), n° 2016/4.
- L'ELSJ sous tension d'une circulation totale au-delà du contrôle. – publié sur www.gdr-elsj.eu, oct. 2016
- We need new laws to regulate the world's newest frontier: the datasphere (in coll. with S. Grumbach), oct. 2016 <http://theconversation.com/we-need-new-laws-to-regulate-the-worlds-newest-frontier-the-datasphere-66458>.

CARDON (M.).

- Comm. de CJCE, 25 nov. 1971, *Béguelin Import Co. c/ SAGL Import Export*, aff. 22/71. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 7, p. 35-47.
- Comm. de CJCE, 12 déc. 1972, *International Fruit Company NV e.a. c/ Produktschap voor Groenten en Fruit*, aff. jtes 21 à 24/72. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 8, p. 47-58.
- Comm. de CJCE, 17 févr. 1993, *Christian Poucet c/ AGF et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon et Daniel Pistre c/ Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans de Clermont-Ferrand*, aff. jtes C-159/91 et C-160/91. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 41, p. 220-226.
- Comm. de CJCE, 10 mars 1998, *Allemagne c/ Conseil*, aff. C-122/95. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 57, p. 269-275.
- Comm. de CJCE, 31 mars 1998, *France et Société commerciale des potasses et de l'azote (SCPA) et Entreprise minière et chimique (EMC) c/ Commission (« Kali und Salz »)*, aff. jtes C-68/94 et C-30/95. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 58, p. 275-293.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 10 juill. 2008, *Bertelsmann AG et Sony Corporation of America c/ Independent Music Publishers and Labels Association (Impala)*, aff. C-413/06 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 87, conjoint avec n° 58, p. 275-293.

CARPANO (E.).

- « Introduction. La concurrence réglementaire entre *law shopping* et dérégulation compétitive », p. 79-94 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. Carpano, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- « La mise en œuvre du droit international par les régions : perspectives de droit européen et comparé », p. 177-191 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne* / dir. S. Doumbé-Billé, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.
- Comm. de CJCE, 15 juill. 1963, *Entreprise Plaumann & Co c/ Commission*, aff. 25/62. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 2, p. 11-16.
- Comm. de CJCE, 1^{er} juill. 1969, *Commission c/ Italie*, aff. 24/68. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 5, p. 27-31.
- Comm. de CJCE, 11 juill. 1974, *Procureur du Roi c/ Benoît et Gustave Dassonville*, aff. 8/74. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 13, p. 80-85.
- Comm. de CJCE, 20 févr. 1979, *Rewe-Zentral AG c/ Bundesmonopolverwaltung für Branntwein (Cassis de Dijon)*, aff. 120/78. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 21, p. 113-120.
- Comm. de CJCE, 26 févr. 1986, *M.H. Marshall c/ Southampton and South-West Hampshire Area Health Authority*, aff. 152/84. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 30, p. 160-166.
- Comm. de CJCE, 23 avr. 1986, *Parti écologiste « Les Verts » c/ Parlement européen*, aff. 294/83. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 31, p. 166-173.

- Comm. de CJCE, 22 oct. 2002, *Roquette Frères SA c/ DGCCRF*, aff. C-94/00. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 68, p. 356-362.
- Comm. de CJCE, 14 oct. 2004, *Omega Spielhallen- und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn*, aff. C-36/02. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 75, p. 390-396.

CARPANO (E.), CHASTAGNARET (M.), MAZUYER (E.). – « Présentation générale », p. 11-14 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.

CARPANO (E.), ROBERT (L.). – « Sources du droit international – Les traités - Effets des traités : applicabilité et application des normes conventionnelles en droit de l'Union européenne ». – *JurisClasseur Droit international*, Fasc. 35, à paraître.

DEBARD (Th.).

- Comm. de CJCE, 5 févr. 1963, *NV Algemene Transport en Expeditie Onderneming Van Gend en Loos c/ Administration fiscale néerlandaise*, aff. 26/62. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 1, p. 7-10.
- Comm. de CJCE, 15 juill. 1964, *Flaminio Costa c/ ENEL*, aff. 6/64. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 3, p. 17-21.
- Comm. de CJCE, 31 mars 1971, *Commission c/ Conseil (Accord européen sur les transports routiers, AETR)*, aff. 22/70. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 6, p. 31-34.
- Comm. de CJCE, 9 mars 1978, *Administration des finances de l'État c/ SA Simmenthal*, aff. 106/77. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 19, p. 105-108
- Comm. de CJCE, 19 nov. 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci e.a. c/ Italie*, aff. jtes C-6 et 9/90. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 39, p. 206-215.
- Comm. de CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur c/ Allemagne et The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte Factortame e.a.*, aff. jtes C-46 et 48/93. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 50, conjoint avec nos 39 et 71, sous n° 39, p. 206-215.
- Comm. de CJCE, 4 juill. 2000, *Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA c/ Commission*, aff. C-352/98 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 63, p. 331-336.
- Comm. de CJCE, 30 sept. 2003, *Köbler c/ Autriche*, aff. C-224/01. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 71, conjoint avec les nos 39 et 50, sous n° 39, p. 206-215.
- Comm. de CJUE, Ass. plén., 27 nov. 2012, *Thomas Pringle c/ Gouvernement de l'Irlande*, aff. C-370/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 100, p. 485-496.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 16 juin 2015, *Peter Gauweiler c/ Deutscher Bundestag*, aff. C-62/14. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 119, conjoint avec n° 100, sous n° 100, p. 485-496.

DOSSAN (G.-L.). – The evolution of the west african regional integration process. – *The Federalist Debate*, n° 3, nov. 2016.

DOUMBÉ-BILLÉ (S.), ODDENINO (A.). – « Propos introductifs », p. 9-11 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne*/ dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.

DURAND (E.). – « Concurrence normative et environnement : un panneau solaire sous les nuages », p. 153-170 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.

FERRAND (F.).

- « Avant-propos. Blanche Soussi, une pédagogue au service de l'idée européenne », p. 17-19 in : *Liber Amicorum Blanche Soussi. L'Europe bancaire, financière et monétaire* / dir. F. Ferrand. – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.
- Code mondial de l'exécution et droit français des procédures civiles d'exécution – Convergences en vue d'une exécution à la fois effective et soucieuse des garanties fondamentale. – *ZZPInt* 20 (2015), p. 1-33.
- Le filtrage des recours devant les juridictions suprêmes. – *Revista de Processo* (revue brésilienne de procédure) Ano 41-261- 2016, p. 231-262.
- Comm. de CJCE, 28 mars 2000, *Dieter Krombach c/ André Bamberski*, aff. C-7/98. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 62, p. 320-331.
- Comm. de CJCE, Ass. plén., 9 déc. 2003, *Erich Gasser GmbH c/ MISAT Srl*, aff. C-116/02. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 73, p. 378-383.
- Comm. de CJCE, Ass. plén., 27 avr. 2004, *Gregory Paul Turner c/ Felix Fareed Ismail Grovit e.a.*, aff. C-159/02. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 74, p. 384-389.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 1^{er} mars 2005, *Andrew Owusu c/ N. B. Jackson e.a.*, aff. C-281/02. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 76, p. 396-403.
- Comm. de CJUE, 3^e Ch., 15 nov.2012, *Gothaer Allgemeine Versicherung AG e.a. c/ Samskip GmbH*, aff. C-456/11. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 99, p. 479-485.
- Comm. de CJUE, 1^{re} Ch., 19 déc. 2012, *Krystina et Ewald Alder c/ Sabina Orlowska et Czeslaw Orlowski (Alder)*, aff. C-325/11. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 101, p. 497-502.
- Comm. de CJUE, 3^e Ch., 13 juin 2013, *Golbet Sportwetten c/ Massimo Sperindeo*, aff. C-144/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 106, p. 513-518.
- Comm. de CJUE, 4 sept. 2014, *Eco cosmetics GmbH & Co. KG c/ Virginie Laetitia Barbara Dupuy et Raiffeisenbank St. Georgen reg. Gen. mbH c/ Tetyana Bonchuk*, aff. jtes C-119/13 et C-120/11. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 94, p. 552-560.

FERRARI-BREEUR (Ch.).

- « Libre circulation des étudiants : une concurrence normative limitée », p. 139-152 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. Carpano, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- Comm. de CJCE, 21 juin 1974, *Jean Reyners c/ État belge*, aff. 2/74. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 12, p. 74-80.
- Comm. de CJCE, 17 déc. 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 149/79. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 23, p. 127-130.
- Comm. de CJCE, 13 févr. 1985, *Françoise Gravier c/ Ville de Liège*, aff. 293/83. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 28, p. 151-156.
- Comm. de CJCE, 31 mars 1993, *Dieter Kraus c/ Land Baden-Württemberg*, aff. C-19/92. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 42, conjoint avec nos 12 et 47, sous no 12, p. 74-80.
- Comm. de CJCE, 30 nov. 1995, *Reinhard Gebhard c/ Consiglio dell'ordine degli Avvocati e procuratori di Milano*, aff. C-55/94. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 47, conjoint avec nos 12 et 42, sous no 12, p. 74-80.
- Comm. de CJCE, 9 sept. 2003, *Isabel Burbaud c/ Ministère de l'Emploi et de la Solidarité*, aff. C-285/01. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 70, p. 368-372.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 4 juill. 2006, *Konstantinos Adelener e.a. c/ Ellinikos Organismos Galaktos (ELOG)*, aff. C-212/04. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 81, p. 422-427.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *Royaume d'Espagne c/ Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*, aff. C-145/04. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 82, conjoint avec n° 83, p. 427-433.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 sept. 2006, *M.G. Eman et O.B. Sevinger c/ College van burgmeester en wethouders van Den Haag*, aff. C-300/04. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 83, p. 427-433.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 18 nov. 2008, *Jacqueline Förster c/ Hoofddirectie van de Informatie Beheer Groep*, aff. C-158/07. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 89, conjoint avec n° 28, p. 151-156.

HAQUIN SAENZ (L.). – « Les communautés infra-étatiques et la promotion du patrimoine culturel du Conseil de l'Europe », p. 269-288 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.

KARPENSCHIF (M.).

- « Aides d'État et concurrence fiscale », p. 313-332 in : *La concurrence réglementaire, sociale et fiscale dans l'UE* / dir. E. **Carpano**, M. Chastagnaret, E. Mazuyer. – Bruxelles : Larcier, 2016. – 380 p.
- Droit des aides d'État – Décisions de janvier à avril 2016. – *JCP A* n° 34, 29 août 2016.
- Les SEML peuvent-elles être in house ? – *JCP A* n° 39, 3 octobre 2016.
- Droit des aides d'État. – Décisions du 1^{er} mai au 31 août 2016. – *JCP A* n° 46, 21 nov. 2016.
- La publicité, pour quoi faire ? – *ACCP*, 1^{er} déc. 2016.
- Comm. de CJCE, 12 juill. 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 10, p. 63-67.
- Comm. de CJCE, 21 nov. 1991, *Féd. nat. du commerce extérieur des produits alimentaires et Synd. nat. des négociants et transformateurs de saumon c/ France* (« Saumon »), aff. C-354/90. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 40, p. 215-220.
- Comm. de CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 43, p. 226-234
- Comm. de CJCE, 27 avr. 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij*, aff. C-393/92. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 45, conjoint avec n° 43, sous n° 43, p. 226-234.
- Comm. de CJCE, 17 sept. 1997, *Dorsch Consult Ingenieurgesellschaft mbH c/ Bundesbaugesellschaft Berlin mbH*, aff. C-54/96. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 53, p. 248-254.
- Comm. de CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 55, p. 260-265.
- Comm. de CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia*, aff. C-107/98. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 61, p. 315-320.
- Comm. de CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c. Telekom Austria AG*, aff. C-324/98. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 64, p. 336-341.
- Comm. de CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schlesweg AG*, aff. C-379/98. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 66, p. 344-350.
- Comm. de CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 69, p. 363-368.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 9 juin 2009, *Commission c/ Allemagne* (« Ville de Hambourg »), aff. C-480/06. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 95, p. 458-462.

KAYGUSUZ (M.). – « La coopération transfrontalière en matière de risques naturels et la protection de l'environnement », p. 309-329 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Collectivités territoriales et production d'énergie renouvelable. – *JCP A* 24 oct. 2016, p. 2278.
- Comm. de CJCE, 16 déc. 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Lanwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. 17, conjoint avec n° 18, sous n° 18, p. 95-104.
- Comm. de CJCE, 16 déc. 1976, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 18, p. 95-104.
- Comm. de CJCE, 6 mai 1980, *Commission c/ Belgique*, aff. 102/79. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 22, p. 121-126.
- Comm. de CJCE, 9 nov. 1983, *Administration des finances de l'État italien c/ SpA San Giorgio*, aff. 199/82. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 26, p. 141-146.

- Comm. de CJCE, 19 juin 1990, *The Queen c/ Secretary of State for Transport*, ex parte : *Factortame Ltd e.a. (Factortame)*, aff. C-213/89. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 35, p. 183-187.
- Comm. de CJCE, 21 févr. 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 36, p. 187-192.
- Comm. de CJCE, 11 juill. 1991, *A. Verholen e.a. c/ Sociale Verzekeringsbank Amsterdam*, aff. C-87/90 à C-89/90. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 38, p. 196-206.
- Comm. de CJCE, 9 nov. 1995, *Atlanta Fruchthandelsgesellschaft mbH e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft*, aff. C-465/93. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 46, conjoint avec n° 36, sous n° 36, p. 187-192.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 1995, *Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ État belge*, aff. C-312/93. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 48, conjoint avec nos 38 et 49, sous n° 38, p. 196-206.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 1995, *Jeroen van Schjndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ StichtingPensioenfonds voor Fysiotherapeuten*, aff. jtes C-430/93 et C-431/93. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 49, conjoint avec nos 38 et 48, sous n° 38, p. 196-206.
- Comm. de CJCE, 15 sept. 1998, *Edilizia Industriale Siderurgica Srl (Edis) c/ Ministero delle Finanze*, aff. C-231/96. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 59, p. 293-299.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 8 mars 2011, *Lesoochránárske zoskupenie (« Zoskupenie »)*, aff. C-240/09. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 97, p. 467-474.

LEKKOU (E.).

- Comm. de CJCE, 6 oct. 1982, *Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/ Ministère de la Santé*, aff. 283/81. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 24, p. 131-136.
- Comm. de CJCE, 7 févr. 1985, *Procureur de la République c/ Association de défense des brûleurs d'huiles usagées (ADBHU)*, aff. C-240/83. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 27, p. 146-150.
- Comm. de CJCE, 22 oct. 1987, *Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost*, aff. 314/85. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 33, p. 177-183.

MARTI (G.).

- « Les droits fondamentaux et la politique commune en matière d'asile », p. 317-349 in : *Politiques de l'Union européenne et droits fondamentaux*. Actes des Treizièmes Journées Jean Monnet / dir. L. Solis-Potvin. – Bruxelles : Bruylant, 2016.
- Le Brexit à l'aune de la citoyenneté européenne. – *RUE* n° 602/2016 (numéro spécial Brexit), p. 533-536.
- L'hébergement d'urgence des étrangers devant quitter le territoire : obligations à la charge de la collectivité et office du juge de l'urgence. Comm. ss CE, Sect., 13 juill. 2016, *Ministère des Affaires sociales et de la Santé*, n° 400074,). – *JCP A* n° 49/2016, 2318.
- Incidences contentieuses de la prolongation de la rétention par le juge judiciaire. – *JCP A*, n° 49/2016, 2319.
- « Cas d'ouverture » du référé-liberté dirigé contre une obligation de quitter le territoire. – *JCP A*, n° 49/2016, 2320.
- Les obligations de la CNDA à l'égard des parties en cas de moyen relevé d'office. – *JCP A*, n° 49/2016, 2321.
- Principe d'unité de la famille et octroi du statut de réfugié. – *JCP A*, n° 49/2016, 2322.
- La privation des prestations familiales en cas de refus de regroupement familial n'est pas contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant. – *JCP A*, n° 49/2016, 2323.
- Obligation d'informer l'étranger de la possibilité de communiquer avec le HCR. – *JCP A*, n° 49/2016, 2324.
- Handicap et statut de résident longue durée. – *JCP A*, n° 49/2016, 2325.
- Soumission du pouvoir de régularisation du préfet soumis au contrôle restreint. – *JCP A*, n° 49/2016, 2326.
- Prise en compte possible du dossier d'un tiers par l'OFPRA. – *JCP A*, n° 49/2016, 2327.

- Saturation des capacités d'accueil des mineurs isolés étrangers : obligations du département et office du juge des référés. – *JCP A*, n° 49/2016, 2328.
- Comm. de CJUE, 28 avr. 2011, *El Dridi*, aff. C-61/11. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 98, p. 475-479.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 16 avr. 2013, *Espagne et Italie c/ Conseil*, aff. C-274/11 et C-295/11. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 104, p. 508-513.

NERI (K.).

- « La place des entités infra-étatiques dans le droit international », p. 89-106 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.
- Comm. de CJCE, 26 oct. 1982, *Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A.*, aff. 104/81. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 25, p. 136-140.
- Comm. de CJUE, 30 janv. 2014, *Aboubacar Diakité c/ Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides*, aff. C-285/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 112, p. 539-543.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 28 avr. 2015, *Commission c/ Conseil*, aff. C-28/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 118, p. 571-575.

NOURISSAT (C.).

- « Le prêt immobilier transfrontière : sur quelques questions relatives à la loi applicable », p. 343-351 in : *Liber Amicorum Blanche Sousi. L'Europe bancaire, financière et monétaire /* dir. F. **Ferrand**. – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.
- Comm. de CJCE, 6 oct. 1976, *Industrie Tessili italiana Como c/ Dunlop AG*, aff. 12/76. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 15, conjoint avec n° 16, sous n° 16, p. 90-94.
- Comm. de CJCE, 6 oct. 1976, *A. De Bloos Sprl c/ Société en commandite par actions Bouyer*, aff. 14/76. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 16, p. 90-94.
- Comm. de CJCE, Ass. plén., 2 oct. 2003, *Carlos Garcia Avello c/ État belge*, aff. C-148/02. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 72, p. 373-378.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 13 sept. 2005, *Commission c/ Conseil*, aff. C-176/03. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 78, p. 408-411.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 3 mai 2007, *Advocaten voor de Wereld VZW c/ Leden van de Ministerraad*, aff. C-303/05. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 84, p. 433-437.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 23 oct. 2007, *Commission c/ Conseil*, aff. C-440/05. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 85, conjoint avec n° 78, p. 408-411.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 10 févr. 2009, *Allianz SpA et Generali Assicurazioni Generali SpA c/ West Tankers Inc.*, aff. C-185/07. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 91, p. 446-451.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 22 juin 2010, *Aziz Melki et Sélim Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 96, p. 462-467.
- Comm. de CJUE, 30 mai 2013, *Jeremy F.*, aff. C-168/13 PPU. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 105, conjoint avec n° 96, p. 462-467.
- Comm. de CJUE, 3^e Ch., 17 oct. 2013, *United Antwerp Maritime Agencies (Unamar) NV*, aff. C-184/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 108, p. 519-522.

NTWARI (G.-F.). – « La coopération transfrontalière dans le cadre du Conseil de l'Europe », p. 29-45 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.

PANET (A.), ROBERT (L.). – « Droit d'entrée et de séjour », in *Chr. Vie priv. et fam. /* dir. H. Fulchiron. – *JEDH* 2016/5, à paraître.

SCARAMOZZINO (E.).

- L'hyperlien vers une œuvre protégée illicite : une communication au public ? Comm de CJUE, 8 sept. 2016, *GS Media BV*, aff. C-160/15. – *Juris Art Etc* n° 39, oct. 2016
- Fin du Wi-Fi gratuit sans mot de passe avec obligation de révéler son identité : une nouvelle mesure pour lutter contre le téléchargement illégal ? – *Juris Art Etc* n° 40, nov. 2016.
- Modifications de la directive SMA : Le CSA veut plus ! . – *Juris Art Etc* n° 41, déc. 2016.
- Mises en demeure d'iTélé par le CSA. – *Juris Art Etc* n° 41, déc. 2016.
- Extension de l'exception de prêt public aux prêts électroniques dans le respect de la protection des auteurs : CJUE, 10 nov. 2016, aff. C-174/15. – *Juris Art Etc* n° 41, déc. 2016.
- La revente des copies de sauvegarde des programmes d'ordinateur conditionnée à l'autorisation du titulaire de droit : CJUE, 12 oct. 2016, aff. C-166/15. – *Juris Art Etc* n° 41, déc. 2016.

SOLDATOS (P.).

- « Le CETA et le défi d'une gouvernance européenne dans la globalisation » in www.soldatos.net, 2 nov. 2016, 6 p.
- « Déficit politico-institutionnel d'une zone euro asymétrique », p. 229-239 in : *Liber Amicorum Blanche Sousi. L'Europe bancaire, financière et monétaire* / dir. F. Ferrand. – Paris : Revue-Banque Edition, 2016. – 455 p.

SOUSI (B.). – L'accord Canada/UE concerne aussi les services financiers. Qu'est-ce que cela va changer ? [Banque-notes Express](#), 23 nov. 2016.

SURREL (H.).

- L'absence d'indemnisation d'une servitude d'urbanisme ne viole pas *ipso facto* le droit de propriété. Cour EDH, 6 oct. 2016, *Malfatto et Mieille c/ France*, n^{os} 40886/06 et 51946/07. – *JCP G* 2016, act. 1148.
- Le droit d'accès à l'information enfin consacré. Cour EDH, Gde Ch., 8 nov. 2016, *Magyar Helsinki Bizottsag c/ Hongrie*, n° 18030/11. – *JCP G* 2016, act. 1361.
- Chr. Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH. – *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 53, oct. 2016, p. 179-186.
- Comm. de CJCE, 14 mai 1974, *J. Nold, Kohlen und Baustoffgrosshandlung c/ Commission*, aff. 4-73. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 11, p. 67-73.
- Comm. de CJCE, 4 déc. 1974, *Yvonne Van Duyn c/ Home office*, aff. 41/74. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 14, p. 86-90.
- Comm. de CJCE, 15 juin 1978, *Gabrielle Defrenne c/ Société anonyme belge de navigation aérienne Sabena*, aff. 149/77. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 20, p. 108-113.
- Comm. de CJCE, 11 juill. 1985, *Cinéthèque SA e.a. c/ Féd. nat. des cinémas français*, aff. jtes 60/84 et 61/84. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 29, p. 156-160.
- Comm. de CJCE, 30 juill. 1996, *Bosphorus Hava Yollari ve Ticaret AS c/ Minister for Transport, Energy and Communications e.a.*, aff. C-84/95. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 51, p. 241-243.
- Comm. de CJCE, 26 juin 1997, *Vereinigte Familiapress Zeitungsverlagsund vertriebs GmbH c/ Heinrich Bauer Verlag (Familiapress)*, aff. C-368/95. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 52, p. 244-247.
- Comm. de CJCE, 17 févr. 1998, *Lisa Jacqueline Grant c/ South-West Trains Ltd*, aff. C-249/96. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 56, p. 265-269.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 27 juin 2006, *Parlement c/ Conseil*, aff. C-540/03. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 80, p. 417-422.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 18 déc. 2007, *Laval un Partneri Ltd c/ Svenska Byggnadsarbetareförbundet e.a. (Laval)*, aff. C-341/05. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 86, p. 437-441.

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 3 sept. 2008, *Yassin Abdullah Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil et Commission (Kadi)*, aff. jtes C-402/05 P et C-415/05 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 88, p. 441-445.
- Comm. de CJUE, 7 novembre 2013, *Minister voor Immigratie en Asiel c/ X, Y et Z*, aff. jtes C-199/12 à C-201/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 109, p. 523-527.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 18 mars 2014, *C.D. c/ S.T.*, aff. C-167/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 113, p. 543-547.
- Comm. de CJUE, Ass. plén., 18 déc. 2014, *Avis 2.13.* – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 117, p. 567-571.

TREPOZ (E.). – Comm. de CJUE, 16 juill. 2015, *Huawei Technologies Co. Ltd c/ ZTE Corp., ZTE Deutschland GmbH*, aff. C-170/13. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 120, p. 576-585.

VARVELLO (F.). – « Le rôle des communautés infra-étatiques dans la promotion du patrimoine culturel de l'Union européenne : vers une gouvernance participative ? », p. 247-267 in : *Le rôle des régions dans la coopération internationale transfrontalière. L'expérience franco-italienne/* dir. S. **Doumbé-Billé**, A. Oddenino. – Naples : Editoriale Scientifica, 2016. – 334 p.

VIENNOIS (J.-P.).

- Comm. de CJCE, 13 févr. 1969, *Walt Wilhelm e.a. c/ Bundeskartellamt*, aff. 14/68. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 4, p. 22-27.
- Comm. de CJCE, 21 févr. 1973, *Europemballage Corporation et Continental Can Company Inc. c/ Commission*, aff. 6/72. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 9, p. 59-63.
- Comm. de CJCE, 30 sept. 1987, *Meryem Demirel c/ Ville de Schwäbisch Gmünd*, aff. 12/86. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 32, p. 173-177.
- Comm. de CJCE, 23 avr. 1991, *Klaus Höfner et Fritz Elser c/ Macrotron*, aff. C-41/90. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 37, p. 192-196.
- Comm. de CJCE, 14 déc. 2000, *Masterfoods Ltd c/ HB Ice Cream Ltd*, aff. C-344/98. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 65, p. 341-344.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Apothekerkammer des Saarlandes e.a.*, aff. jtes C-171/07 et C-172/07. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 93, conjoint avec n° 94, sous 94, p. 451-458.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 19 mai 2009, *Commission c/ Italie*, aff. C-531/06. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 94, p. 451-458.
- Comm. de CJUE, 11 sept. 2014, *Groupement des cartes bancaires (CB) c/ Commission*, aff. C-67/13 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 116, p. 560-567.

WATHELET (M.).

- Comm. de CJCE, Gde Ch., 12 juill. 2005, *Commission c/ France*, aff. C-304/02. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 77, p. 403-407.
- Comm. de CJCE, Gde Ch., 13 déc. 2005, *Marks & Spencer plc c/ David Halsey (Her Majesty's Inspector of Taxes)*, aff. C-446/03. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 79, p. 411-417.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson*, aff. C-617/10. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 102, conjoint avec n° 103, sous n° 103, p. 502-507.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 26 févr. 2013, *Melloni*, aff. C-399/11. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 103, p. 502-507.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 3 oct. 2013, *Inuit Tapiriit Kanatami e.a. c/ Parlement et Conseil*, aff. C-583/11 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 107, conjoint avec n° 111, sous n° 111, p. 532-539.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 26 nov. 2013, *Groupe Gascogne c/ Commission*, aff. C-58/12 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 110, p. 528-532.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 19 déc. 2013, *Telefónica c/ Commission*, aff. C-274/12 P. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 111, p. 532-539.
- Comm. de CJUE, Gde Ch., 8 avr. 2014, *Digital Rights Ireland et Seitlinger e.a.*, aff. C-293/12 et C-594/12. – *GAJUE*, 3^e éd., 2016, comm. n° 114, p. 547-552.

COMPTES RENDUS

BERGÉ (J.-S.).

- Compte rendu de Blandin (A.). – *La responsabilité du fait des lois méconnaissant des normes de valeur supérieure* / Kanetake (M.), Nollkaemper (A.) (eds). – *The Rule of Law at the National and International Levels: Contestations and Deference*, Dalloz, 2016. – 468 p. – ISBN : 9782247159505 / Hart, 2016. – 488 p. – ISBN : B01C8GU79W. – *RTD Eur.* 2016/4, p. I en ligne, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Eisenberg (T.), Ramello (G.B.). – *Comparative Law and Economics* / Frankenberg (G.). – *Comparative Law as Critique*. – Cheltenham : Edgar Elgar, 2016. – 512 p. – ISBN : 9780857932570 / Cheltenham : Edgar Elgar, 2016. – 288 p. – ISBN : 9781785363931. – *RTD Eur.* 2016/4, p. II, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Micklitz (H.W.), Wechsler (A.). – *The Transformation of Enforcement. European Economic Law in a Global Perspective*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 424 p. – ISBN : 9781849468916. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Neuvonen (P.J.). – *Equal Citizenship and Its Limits in EU Law*. – Oxford : Hart Publishing, 2016. – 232 p. – ISBN : 9781782258155. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XI-XII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Van Calster (G.). – *European Private International Law* / Leible (S.) (ed.). – *General Principles of European Private International Law*. – Hart, 2nd ed., 2016. – 576 p. – ISBN : 9781849466721 / Kluwer Law International, 2016. – 418 p. – ISBN : 9789041159557. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XII-XIII, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Van Schagen (E.). – *The Development of European Private Law in a Multilevel Legal Order* / Hartkamp (A.). – *European Law and National Private Law. Effect of the EU Law and European Human Rights Law on Legal Relationship between Individuals*. – 2nd ed., Intersentia, 2016. – 667 p. – ISBN : 9781780683676 / Intersentia, 2016. – 300 p. – ISBN : 9781780683850. – *RTD Eur.* 2016/4, p. XIII-XIV, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

FERRAND (F.). – Compte rendu de Hess (B.), Bergström (M.), Storskrubb (E.) (eds). – *EU Civil Justice, Current Issues and Future Outlook, Swedish Studies in European Law*. – Oxford : Hart Publishing, vol. 7, 2016. – 344 p. – ISBN : 9781849466820. – *RTD Eur.* 2016/4, p. VI-IX, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

NERI (K.).

- Compte rendu de Haeck (Y.), Ruiz-Chiriboga (O.), Burbano Herrera (C.). – *The Inter-American Court of Human Rights: Theory and Practice, Present and Future*. – Anvers : Intersentia, 2015. – 832 p. – ISBN : 9781780683089. – *RTD Eur.* 2016/4, p. V-VI, accessible sur www.dalloz-revues.fr.
- Compte rendu de Medina Quiroga (C.). – *The American Convention on Human Rights* – 2nd ed. – Anvers : Intersentia, 2016. – 374 p. – ISBN : 9781780683218. – *RTD Eur.* 2016/4, p. IX-X, accessible sur www.dalloz-revues.fr.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Évaluation du HCERES sur l'unité :

Équipe de Droit International, Européen et Comparé

EDIEC

sous tutelle des

établissements et organismes :

Université Jean Moulin Lyon 3

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Entités de recherche

Pour le HCERES,¹

Didier HOUSSIN, président

Au nom du comité d'experts,²

Christian MESTRE, président du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2)

Rapport d'évaluation

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous.

Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité.

Nom de l'unité :	Équipe de Droit International, Européen et Comparé
Acronyme de l'unité :	EDIEC
Label demandé :	EA
N° actuel :	4185
Nom du directeur (en 2014-2015) :	M ^{me} Frédérique FERRAND
Nom du porteur de projet (2016-2020) :	M ^{me} Frédérique FERRAND

Membres du comité d'experts

Président : M. Christian MESTRE, Université de Strasbourg

Experts : M. Julien BOUDON, Université de Reims

M. Yann KERBRAT, Université Paris - Panthéon Sorbonne

M^{me} Gwendoline LARDEUX, Aix Marseille Université (représentante du CNU)

M. Gilbert ORSONI, Aix Marseille Université

Déléguée scientifique représentant du HCERES :

M^{me} Christine NEAU LEDUC

Représentants des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. David DEROUSSIN (Co-directeur de l'École doctorale « ED 492 »)

M^{me} Pascale DEUMIER (Co-directrice de l'École doctorale « ED 492 »)

M. Peter WIRTZ, Université Jean Moulin Lyon 3

1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

L'Équipe de Droit International, Européen et Comparé - EDIEC est depuis 2007 une équipe d'accueil (EA 4185) originale puisque caractérisée par le regroupement de publicistes et de privatistes, ce qui d'ailleurs avait été à l'origine de la création de cette unité de recherche sous la forme d'une "jeune équipe". Faisant suite aux recommandations de la précédente évaluation, l'EDIEC a reconfiguré sa structuration interne en une seule équipe qui intègre donc quatre équipes internes antérieures : l'institut de droit comparé Edouard Lambert (IDCEL) dirigée par M^{me} Frédérique FERRAND, le Centre de recherche sur le droit international privé (CREDIP) dirigé par M. Jean-Sylvestre BERGE, le Centre de droit international (CDI) dirigé par M. Stéphane DOUMBE-BILLE et le Centre d'études européennes (CEE) dirigé par M. Michaël KARPENSCHIF. L'EDIEC a son siège dans les locaux de la faculté de droit de Lyon 3, au 15 quai Claude Bernard.

Équipe de direction

L'EDIEC est dirigée par M^{me} Frédérique FERRAND et administrée par deux organes : d'une part un Conseil de direction composé de la directrice de l'unité, de la responsable administrative (M^{me} Véronique GERVASONI, Ingénieur d'études), et des responsables des axes de recherche et d'autre part un Conseil scientifique et de gestion au périmètre plus large puisque outre les membres du Conseil de gestion, il comprend le directeur de l'école doctorale de droit, le doyen de la faculté de droit, le Vice-Président recherche de l'université et un représentant des doctorants.

Nomenclature HCERES

SHS 2 1 Droit

Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2014	Nombre au 01/01/2016
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	25	25
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés		
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1,5	1,5
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		
N5 : Autres chercheurs (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)		
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)		
TOTAL N1 à N6	26,5	26,5

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2014	Nombre au 01/01/2016
Doctorants	61	
Thèses soutenues	53	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
Nombre d'HDR soutenues	1	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	17	

2 • Appréciation sur l'unité

Avis global sur l'unité

L'EDIEC est une unité de recherche particulièrement dynamique (organisation de nombreux colloques, journées d'études, conférences, séminaires...) à la production scientifique très impressionnante au regard du nombre de publications. A raison de sa constitution, l'EDIEC est particulièrement originale, en rassemblant des publicistes et des privatistes. Un tel regroupement a créé une réelle dynamique et permet d'envisager des travaux et des recherches extrêmement difficiles sans cela. La cohérence entre les activités de recherche et d'enseignement est remarquable, et les masters 2 en recherche liés à l'équipe sont une pépinière de doctorants et de docteurs. L'intensité et l'ampleur des travaux ainsi que la participation à de nombreux réseaux de recherches dans un cadre national, européen et international font de l'EDIEC une unité de référence.

Points forts et possibilités liées au contexte

Les points forts suivants peuvent être soulignés :

- L'originalité et la dynamique scientifique pluridisciplinaire de l'équipe ;
- la cohérence remarquable entre les activités de recherche et d'enseignement ;
- les masters 2 en recherche liés à l'équipe sont une pépinière de doctorants et de docteurs ;
- l'intensité et l'ampleur des travaux ainsi que le rayonnement scientifique dans un cadre national, européen et international.

Points faibles et risques liés au contexte

Il faut souligner que :

- Les publications scientifiques sont principalement le fait des professeurs et bon nombre de maîtres de conférences semblent en retrait ;
- la dispersion (apparente) des moyens humains, financiers et documentaires interdit une utilisation optimale et limite les activités ;
- la recherche en droit International est très fragilisée par un problème important de ressources humaines ;
- les thématiques de recherche énoncées pour le prochain contrat sont très vastes.

Recommandations

Il conviendrait de veiller à :

- Une utilisation plus fédérative des moyens avec l'instauration de critères objectifs sur leur répartition entre membres de l'équipe ;
- une attribution de moyens humains supplémentaires de la part de l'université pour améliorer les conditions de travail des enseignants-chercheurs ;
- une meilleure répartition des publications entre les professeurs et les maîtres de conférences, par des incitations au profit de ces derniers ;
- éviter une profusion des axes de recherche au profit d'une ou plusieurs thématiques réellement transversales ;
- une attention particulière devra être apportée au droit international en termes de moyens humains en favorisant le recrutement par voie de promotion ou de mutation d'un professeur de droit international public.

SOUTENANCES 4^e trimestre 2016

ARTEMIOU Eleni. – *La consolidation des standards constitutionnels européens par les juges constitutionnels nationaux.* Thèse dirigée par le Professeur **Eric Carpano**, soutenue le 14 octobre 2016. – Discipline : Droit de l'Union européenne.

NGO BAGAL Monique. – *La protection des indications géographiques dans un contexte global. Essai sur un droit fondamental.* – Thèse dirigée par le Professeur **Jean-Sylvestre Bergé**, soutenue le 5 décembre 2016. – Discipline : Droit international, européen et comparé.

YAALAOUI Aberrahmane. – *Le juge constitutionnel et l'opinion publique.* – Thèse codirigée par les Professeurs **Thierry Debard** et **Hatem M'Rad**, soutenue le 2 décembre 2016 à l'Université de Tunis Carthage. – Discipline : Droit public.

COLLOQUES / JOURNÉES D'ÉTUDES / SÉMINAIRES / CONFÉRENCES 3e et 4e trimestre

23 septembre 2016 (Paris). – Colloque soutenu par le **CREDIP**, *Le droit étranger face à l'épreuve des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité*, organisé par la Société de législation comparée en partenariat avec le CDPF de l'Université de Strasbourg et le CEJESCO de l'Université de Reims Champagne-Ardenne, et soutenu par le CDF, le CEIE de l'Université de Strasbourg et le CECP de l'Université Panthéon-Assas Paris II

26 septembre 2016 (Paris). – Colloque soutenu par le **CREDIP**, *L'exécution des sentences arbitrales internationales*

20-21 octobre 2016 (Amphi Huvelin). – Colloque *La coopération transfrontalière en droit international et européen*, organisé par le **CDI**, avec le soutien de l'EDIEC, de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du Service général de la recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3

10 novembre 2016 (Amphi Doucet-Bon). – Colloque organisé par le **CREDIP**, avec le soutien de l'EDIEC et du Service général de la recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3, *Un nouveau regard sur la Propriété intellectuelle. Acquis et défis de la propriété intellectuelle en Afrique*

29 novembre-1er décembre 2016. – 4e Atelier de recherche franco-allemand organisé par l'**IDCEL** – *Le conventionnel et le juridictionnel dans le règlement des différends en France et en Allemagne après les réformes des droits des contrats*

5 décembre (Amphi Huvelin, 14h00-17h00). – Journée d'études organisée par l'**EDIEC**, *Des grands arrêts de la Jurisprudence de l'Union européenne à quelques arrêts récents de la Cour de justice*

15 décembre 2016 (Amphithéâtre de la MILC, 9h-17h30). – Colloque « *Sociétés pluri-professionnelles d'exercice vers un Big Bang des professions du chiffre et du droit ?* », organisé par l'Équipe de Droit Privé, le **CREDIP** et la Chaire Notariale Européenne

NOUS SUIVRE SUR LE WEB :

EDIEC, Équipe de droit international, européen et comparé : <http://ediec.univ-lyon3.fr>

CDI, Centre de droit international : <http://cdi.lyon3.free.fr>

CEE, Centre d'études européennes : <http://cee.univ-lyon3.fr>

CREDIP, Centre de recherche sur le droit international privé :
<http://ediec.univ-lyon3.fr/recherche/centres-de-recherche/le-centre-de-recherche-sur-le-droit-international-prive>

Institut de droit comparé Édouard Lambert : <http://idcel.univ-lyon3.fr>

LES BLOGS DES MEMBRES DE L'EDIEC :

- ▶ Le blog de **Blanche Soussi, IDCEL** : <http://banque-notes.eu>
- ▶ Le blog de **Jean-Sylvestre Bergé, CREDIP + CEE** : <http://www.universitates.eu/jsberge>
- ▶ Le blog de **Panayotis Soldatos, CEE** : <http://www.soldatos.net>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS :

Publications : <http://ediec.univ-lyon3.fr/publications>

Rapports d'activité annuels : <http://ediec.univ-lyon3.fr/presentation/rapports-dactivite>

Évaluations :

- [Notre évaluation par le HCERES \(2015\)](#)
- [Notre évaluation par l'AERES \(2010\)](#)